



Le président Alassane Ouattara installe, mercredi 28 septembre, une commission de réconciliation pour rouvrir le dialogue dans une Côte d'Ivoire meurtrie par la crise postélectorale du début de l'année 2011, qui a déchaîné les haines et fait au moins 3 000 morts. La Commission dialogue, vérité et réconciliation (CDVR) doit être intronisée dans l'après-midi dans la capitale politique, Yamoussoukro, fondée par le "père de la Nation" Félix Houphouët-Boigny.

Présidée par l'ex-premier ministre Charles Konan Banny, cacique de l'alliance au pouvoir, la commission, inspirée de celle qui fut mise en place en Afrique du Sud après la fin de l'apartheid, compte au total onze membres, dont la superstar du foot Didier Drogba.

Dans cette ex-colonie française longtemps enviée, la CDVR aura deux ans pour panser les plaies d'une décennie de tourmente, de coups d'Etat en violences politiques et parfois ethnico-religieuses, qui a culminé avec la crise postélectorale s'étendant de décembre 2010 à avril 2011. Née du refus de l'ex-président Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite au scrutin du 28 novembre, la crise s'est conclue par deux semaines de guerre et a fait au moins 3 000 morts.

CLIMAT POLITIQUE DÉLICAT

Mais si la sécurité revient progressivement dans le pays, le climat politique reste délicat. Pour les pro-Gbagbo, difficile d'envisager une authentique réconciliation alors que des dizaines de personnalités du régime déchu, dont l'ex-chef d'Etat et son épouse Simone, sont détenues et inculpées pour "crimes économiques" ou "atteinte à la sûreté de l'Etat".

Dans le même temps, aucune figure du camp Ouattara n'a encore été inquiétée alors que, selon l'ONU, des crimes contre l'humanité et crimes de guerre ont été commis par les deux camps, spécialement dans l'Ouest, où la situation demeure tendue. Se jugeant marginalisé par le nouveau pouvoir, le parti de M. Gbagbo fait planer la menace d'un boycott des élections législatives attendues le 11 décembre.

AFP

Rattrapages, massacres ethniques.

Nos théoriciens de l'inéluctabilité démocratique et de la fatalité réconciliatrice en Côte d'Ivoire sont devenus aphones. Tant leurs pensées étaient chimériques. L'aphasie qui règne chez eux sur les rattrapages, et les massacres, ethniques en dit long sur le désarroi général.

Il est bien trop absurde d'avoir espéré de la guerre autre chose qu'un déchaînement de la violence globale et imprévisible. La rationalité historique qu'on veut voir derrière les soubresauts, conflictuels et criminogènes des faits divers concrets, est d'ailleurs l'expression même de la naïveté par excellence. La tragique trame événementielle quasi fataliste, qu'offre l'actualité, qu'on s'échine à loger dans une nécessité nationale, et un progrès, en direction de je ne sais quelle liberté et quelle démocratie est au contraire une formidable régression.

Le temps est peut-être venu de cesser de croire à tant de mièvreries. Le vrai principe qui se cache derrière cette alternance de représailles et de contre-représailles c'est la réciprocité adverse généralisée.

C'est une lutte à mort sans merci entre des rivaux de plus en plus indifférenciés pour l'appropriation et la possession. Avec en filigrane l'arraisonnement du pays sous la houlette du dispositif franco-onusien et ses équivoques.

Paul Zahiri